

Questions orales

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Les politiques du gouvernement causent du tort à la région des Prairies. A une époque, Winnipeg était fière d'être la porte de l'Ouest. Avec les politiques du gouvernement actuel, elle est en train de devenir la porte de l'enfer. Pensez-y, à la fin du mois dernier, il y avait 27 000 chômeurs à Winnipeg, et il y avait trois fois plus de gens qui recevaient de l'aide provinciale ou municipale.

Quand le gouvernement va-t-il enfin présenter un plan qui redonnera des emplois aux habitants d'Edmonton?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député sera d'accord avec moi pour dire que le budget contient des mesures qui contribueront à réduire le déficit, tout en aidant des secteurs comme celui de la fabrication et de la transformation. Le député devrait savoir que, dans le secteur de l'agriculture, aucun gouvernement n'a été aussi généreux que le nôtre envers les agriculteurs canadiens, particulièrement ceux de l'Ouest, afin de les aider à surmonter les graves problèmes causés par la guerre commerciale.

Le budget contient de nombreuses mesures positives qui contribueront à améliorer le sort des Canadiens et, ce qui est plus important encore, à redonner espoir à ceux qui attendent des emplois. Nous devons régler les problèmes fondamentaux d'abord, et c'est ce que nous faisons. Nous avons actuellement des taux d'intérêt et un taux d'inflation peu élevés et un climat propice à l'investissement. Nous avons donné de l'aide au secteur de la fabrication et de la transformation, secteur très productif sur le plan de la création d'emplois.

Je crois que le député reconnaîtra que les choses sont en train de changer, que les Canadiens sont de plus en plus optimistes et confiants en ce qui concerne l'avenir.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ DIPLOMATIQUE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général, et elle a trait à l'attaque de l'ambassade d'Iran, à Ottawa hier.

Est-ce que le gouvernement a été averti à l'avance de cette attaque? Sinon, pourquoi pas?

[Traduction]

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je tiens à dire au nom du gouvernement et, selon moi, de tous les Canadiens à quel point nous déplorons l'attaque en question et les blessures subies par l'ambassadeur Lavassani et d'autres membres de l'ambassade.

Je peux dire à ma collègue que selon mes informations, nous avons réagi le plus rapidement possible dans les circonstances et procédé à des arrestations.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre, monsieur le Président.

Plusieurs heures avant l'attaque contre l'ambassade d'Iran au Canada, il y a eu des attaques semblables au Royaume-Uni, en Norvège, en Suède et en Allemagne et manifestement, nous avons des agents du SCRS au Royaume-Uni. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi le SCRS à Ottawa n'a pas été informé de ces attaques, ce qui lui aurait peut-être permis d'agir et d'éviter la situation en question?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je comprends les observations de ma collègue. Comme la Chambre et elle-même peuvent le comprendre, on procédera à une enquête complète sur le déroulement de ces événements afin de savoir à quel moment ils se sont produits exactement à divers endroits du monde. Manifestement, on aura des renseignements exacts à ce sujet une fois l'enquête terminée.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Je tiens à poser une autre question supplémentaire au ministre, monsieur le Président.

Le SCRS a un budget de 217 millions de dollars et il peut compter sur 2 000 employés. Il est très actif lorsqu'il s'agit de filmer des manifestations de membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, de harceler les Inuit qui protestent contre les vols à basse altitude et, en fait, durant la guerre du Golfe, de suivre des Canadiens innocents d'origine irakienne et iranienne.

Le ministre affirme qu'on va procéder à une enquête. Va-t-il rendre publics les résultats de cette enquête et entend-il dire aux Canadiens pourquoi cet organisme ignorait tout de ces attaques alors qu'elles étaient bien connues en Europe?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, ma collègue a porté une accusation et je suis persuadé qu'elle y pensera à deux fois avant de la répéter; elle a affirmé que le SCRS filme les manifestations des membres de l'AFPC et qu'il harcèle les autochtones. À ma connaissance, il n'y a rien de vrai là-dedans. Si ma collègue a des renseignements à ce